

APPEL A PROJETS 2019
FÉDÉRATION DE RECHERCHE AGORANTIC
«CULTURE, PATRIMOINES, SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES»

LEDI

Analyses *Lexicographique* et *Epidémiologique* des *Discours* médiatiques, institutionnels et politiques sur l'*Immigration* (1947-2017)

1. Éléments de présentation

Acronyme : LEDI

Porteur : Ouassim Hamzaoui (LBNC)

Equipe de recherche : 6 chercheurs issus de 3 laboratoires

- LBNC : Ouassim Hamzaoui, Guillaume Marrel

- LIA : Pierre Jourlin

- ICTT : Marianne Beauviche, Anika Falkert, Graham Ranger.

2. Résumé du projet

À partir du cas d'étude que constitue ladite « crise des migrants » des années 2014-2016, le projet LEDI se propose d'éclairer les processus de construction de l'immigration en tant que problème public au travers de la formulation d'une double hypothèse quant à ses modalités public de traitement discursif : l'une plutôt interne cherchant à mettre en lumière la structuration d'une logique argumentative de sécurisation, et l'autre plutôt externe visant à postuler le rôle croissant de la médiatisation dans les processus de politisation et de mise à l'agenda de l'immigration.

3. Contexte, positionnement et objectif(s) de la proposition

Depuis 2014, les États européens sont confrontés à l'une des plus graves crises migratoires depuis la seconde guerre mondiale. Cet événement, dont l'intensité (ONU, 2015) s'explique notamment par les conséquences du conflit syrien (FRONTEX, 2017), a donné lieu à une substitution terminologique dans les discours publics ; le terme de « migrants » s'étant rapidement imposé au détriment de celui de « réfugiés » – qui correspondait pourtant *a priori* mieux pour caractériser la situation d'afflux migratoires. Ce phénomène discursif, récurrent dans l'histoire du « problème public de l'immigration » (Neveu, 1999; Bonnafous, 1991 ; Gastaut, 1997 & 2000 ; Akin, 1999), est généralement interprété comme un indicateur, voire un vecteur des modifications en cours dans l'orientation de la politique « immigratoire » ; qui regroupe « gestion de l'intégration » et « police des migrations ».

Cette interprétation suppose que c'est dans les caractéristiques sémantiques des mots, et à partir de celles-ci, qu'il faut rechercher les raisons des processus de substitution terminologique. Ces propriétés intrinsèques et implicites des mots pour dire l'immigration généreraient des associations lexicologique et idéelle, qui orienteraient de manière spécifique les « représentations sociales » (Jobert, 1992), présidant aux « mises à l'agenda » (Garraud, 1990) de l'immigration.

Tout en reconnaissant la validité heuristique de cette attention portée aux tactiques discursives, le parti pris de ce projet LEDI est de considérer que **par-delà leurs propriétés sémantiques intrinsèques, les termes sont fondamentalement caractérisés par une structure relationnelle qui, d'une part lie entre eux les termes concurrents/alternatifs, et d'autre part les articule à des éléments d'objectivation divers.**

Cette dernière posture trouve notamment à se justifier par la relativité historique du vocable « migrants ». En effet, ce terme, dont l'usage avait assez rapidement tari au moment de la problématisation publique de l'immigration dans la deuxième moitié des années 1970, avait fini par presque complètement tomber en désuétude, tant apparaissait faible sa capacité à porter et véhiculer une « négativisation » de la

présence immigrée (Dahlem, 1997 ; Bonnafous, 1999). Or, c'est sa subite omniprésence qui, en éclipsant la notion de « réfugiés » et en déplaçant l'attention des causes et problématiques à l'origine de la migration vers le fait qu'il s'agisse de personnes en déplacement par-delà les frontières, permet désormais d'avaliser dans l'espace public l'idée d'un déferlement migratoire et légitimer un durcissement du contrôle des migrations ; et plus particulièrement de la politique d'asile (Canut, 2016).

Aussi, adoptant une perspective externaliste du langage (Bourdieu, 2001), nous postulons que **lorsqu'un terme – quel qu'il soit – tend à se généraliser de manière « hégémonique », il remplit invariablement une fonction de « signifiante » visant à rabattre le traitement de la complexité des cas individuels sur un discours de « sécurisation »** (Buzan & al., 1998 ; Balzacq, 2005) **face à une immigration entendue comme risque migratoire et sociétal pour la communauté nationale** (Waeber & al., 1993 ; Huysmans, 2006 ; Bigo & al., 2013 ; Duez, 2008 ; Squire, 2008). Cette stratégie discursive suppose que l'avènement d'une hégémonie terminologique fonctionne comme un régime d'énonciation combinant les principales logiques argumentatives de la politique d'immigration : démographique, économique et policière (Spire, 2005). À l'issue de son objectivation lexicographique dans le cas de la prolifération de « migrants », nous nous interrogerons, à partir de l'étude de configurations plus anciennes, afin de déterminer si cette architecture de sens – assimilable au « référentiel sectoriel » tel que défini dans l'analyse cognitive de l'action publique (Muller, 2014) – demeure stable dans le temps, ou est plutôt de nature changeante ; l'idée étant que ce ne serait que dans ce dernier cas de figure – et non plus en raison d'associations lexicales et idéelles imputées du fait des caractéristiques linguistiques intrinsèques au(x) terme(s) utilisés – qu'il conviendrait d'examiner les implications en termes de modification des orientations de l'action publique.

Plus fondamentalement, notre ambition est de **ne pas chercher à se demander pourquoi, mais plutôt comment, un terme en remplace un autre**. Nous proposons pour ce faire de nous intéresser à une piste demeurée en friche depuis une vingtaine d'années ; à savoir la question des « interactions discursives entre les différents acteurs de la médiatisation » de la question immigrée (Bonnafous, 1999). Comment circule entre les principaux acteurs prescripteurs de l'espace public et se diffuse au-delà, un nouveau régime d'énonciation de l'immigration ? Cette question se justifie d'autant plus que l'usage public de « migrants » se généralise très rapidement à compter de 2014 ; très rapidement et bien plus massivement que d'autres substitutions terminologiques toutes aussi lourdes de sens pour la construction de l'immigration en tant que « problème public » (comme celle d'« immigré » à « étranger » au début des années 1990 ou celle de « sans papiers » à « clandestins » à la fin de la même décennie). En nous inspirant de la démarche des modèles épidémiologiques, il est question de déterminer la dynamique et les modalités de cet emballement terminologique.

Nous formulons à cet égard l'hypothèse selon laquelle cette massivité ne peut être (uniquement, ni même peut-être principalement) le fait de l'imposition d'un discours d'État(s) véhiculé par les déclarations (de différents ordres) des agents du champ politico-administratif ; et qu'elle est notamment tributaire des stratégies individuelles et collectives de fabrication discursive qui se donnent à voir dans le champ médiatique. **L'objectivation d'une dynamique structurelle tendant à attester le rôle déterminant de la sphère médiatique dans « l'hégémonie »** (Tosel, 2005) **du terme « migrants » pourrait servir de point d'appui pour l'approfondissement de l'hypothèse** formulée, – mais jamais vérifiée, par Alain Battagay il y a plus de trente ans (Battagay, 1992), **et selon laquelle dans la période contemporaine, la médiatisation¹ de l'immigration serait de moins en moins tributaire – et de manière moins mécanique – des processus de politisation** (comme cela a pu être très clairement le cas dans l'entre-deux-guerres), et plus sensible aux effets de cadrage des registres discursifs et structures rhétoriques produites par les agents médiatiques. La vérification dans le temps long d'une telle hypothèse permettrait, dans son articulation avec celle relative au discours de sécurisation, d'indiquer la montée en puissance d'une modalité particulière de « mise à l'agenda ». Le présent projet de recherche **LEDI se propose de renouveler l'approche constructiviste des problèmes publics au travers de l'utilisation de méthodes lexicographiques d'analyse textuelle et de modèles épidémiologiques, et au moyen de techniques informatiques de collectes de ressources du web**.

Par ailleurs, n'omettant pas que les analyses constructivistes attirent l'attention sur les phénomènes de résistances et de concurrences que suscite la médiatisation d'un problème public, et qui tendent dans des arènes plus ou moins ouvertes (Cefaï, 1996) à en contester la légitimité – tout particulièrement au travers d'une remise en cause de la terminologie elle-même – il est envisagé de rendre compte de la multiplicité

1 Entendue comme un processus complexe résultant de l'interaction entre divers acteurs collectifs et individuels et aboutissant à la présence d'un sujet dans les médias de masse et/ou réseaux sociaux et à des conflits pour l'interprétation de l'attribution de valeurs symboliques.

des stratégies discursives visant à *dire autrement* la « crise migratoire » ; c'est-à-dire au travers d'autres types de production, de procédés et de registres, à l'instar de ce qui a pu être accompli sur le cas spécifique des migrations ouest-africaines par les équipes de recherche engagées dans l'ANR MIPRIMO (*Cahiers d'études africaines*, 2014).

Références :

- Akin S., « Sans-papiers : mise en circulation et fonctionnement d'une dénomination dans cinq quotidiens nationaux », *Mots*, 60, 59-75.
- Balzacaq, T., « The Three Faces of Securitization: Political Agency, Audience and Context », *European Journal of International Relations*, 11, 2, 2005, 171-201.
- Barats C., *L'intégration et le discours présidentiel sur l'immigration, 1981-1991*, thèse de doctorat en science politique, U. Paris IX, 1994.
- Battegay A., « La médiatisation de l'immigration dans la France des années 80 », *Les annales de la recherche urbaine*, 57-58, 174-183.
- Berry M., Garcia-Blanco I., Moore K., *Press Coverage of the Refugee and Migrant Crisis in the EU: A Content Analysis of Five European Countries. Report prepared for the United Nations High Commission for Refugees*, December 2015.
- Bigo, D., Carrera, S. and Guild, E. (eds), *Foreigners, Refugees Or Minorities? Rethinking People in the Context of Border Controls and Visas*, Ashgate Publishing Company, 2013.
- Bonnafeuf S., *L'immigration prise aux mots*, Paris, Kimé, 1991
- Bonnafeuf Simone, « Mots et paroles de l'immigration. Essai de mise en perspective sur vingt ans », *Revue française des affaires sociales*, 46 (hors-série), décembre 1992, 5-14.
- Bonnafeuf S., « Où sont passés les 'immigrés' ? », *Cahiers de la Méditerranée*, 54, juin 1997, 117-137.
- Bonnafeuf S., « La médiatisation de la question immigrée : état des recherches », *Etudes de communication*, 22, 1999, 59-72.
- Bourdieu P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.
- Buzan, B. Waever, O. & Wilde de, *Security. A New Framework for analysis*, London, Lynne Rienner publishers, 1998.
- Cahiers d'études africaines*, « Les mots de la migration », 213-214, juin 2014.
- Canut C., « Migrants et réfugiés : quand dire, c'est faire la politique migratoire », *Vacarme*, juin 2016 ; <http://www.vacarme.org/article2901.html>.
- Cefaï D., « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, 14, 75, 1996, 43-66.
- Dahlem J., « Des migrants aux immigrés dans l'*Encyclopaedia Universalis* de 1968 à 1995 », *Cahiers de la Méditerranée*, 54, 1997, 81-95.
- Dahlem J., « Quel discours sur les immigrés et l'immigration dans l'*Encyclopaedia Universalis* (1968-1998) ? », *Mots*, 60, 1999, 9-29.
- Diez T., Squire V., « Traditions of citizenship and the securitisation of migration in Germany and Britain », *Citizenship Studies*, 12, 6, 2008, 565-581.
- Garraud Ph., « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, 40, 1, 1990, 17-41.
- Gastaut Y., « Evolution des désignations de l'étranger en France (1960-1990) », *Cahiers de la Méditerranée*, 54, juin 1997, 15-24.
- Gastaut Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve république*, Paris, Seuil, 2000.
- Huysmans, J., *The politics of insecurity: Fear, migration and asylum in the EU*, Hoboken, Taylor & Francis Ltd., 2006.
- Jobert B., « Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 42, 2, 1992, 219-234.
- Muller P., « Référentiel », in Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 555-562.
- Neveu E., « L'approche constructiviste des « problèmes publics ». Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, 22, 1999, 41-58.
- Spire Alexis, *Etrangers à la carte : l'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005.
- Tosel André, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, 57, Printemps 2005, 55-71.
- Wæver O., Buzan B, Kelstrup M & Lemaitre, P. (eds), *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, London, Pinter Publishers, 1993.

4. Résultats attendus et caractères innovants de la recherche

Alors que la production des discours publics et leurs transformations lors de ladite « crise des migrants » ont d'ores et déjà retenu l'attention des recherches internationales dans et sur la plupart des principaux pays européens concernées ; notamment l'Allemagne, l'Autriche, le Royaume-Uni et l'Italie (cf. rubrique « partenaires extérieurs – principalement internationaux – envisagés »), la France fait figure d'exception et de point aveugle notable. Aussi ce projet envisage-t-il de combler ce manque, et donc de rendre possible une comparaison entre la situation en France et celles de ses voisins ; mais de le faire en proposant un modèle d'analyse qui, reposant sur une double hypothèse (quant à la structuration de la fonction de signification des discours et à leurs dynamiques de circulation), aura été éprouvé dans le cas français sur des sources discursives bien évidemment contemporaines de la « crise des migrants », mais également sur un corpus de temps long.

Plus précisément, le corpus proposé articule 4 types de sources :

1. Les discours médiatiques et médiatisés des sites d'information : il s'agit ici d'articuler deux sous-corpus
 - L'ensemble des données médias accessibles en ligne (AFP, presse quotidienne et hebdomadaire nationale et régionale, dont l'extraction reste à déterminer).
 - L'ensemble des éditions (numérisées) du journal *Le Monde* depuis 1945, dont nous sollicitons l'accès dans le cadre de ce projet de collaboration scientifique. Constituant de manière durable

un émetteur « centraliste » dans la production du discours médiatique, ce *corpus* a vocation à constituer une base de référence des usages médiatiques contrôlés de la terminologie relative à la question migratoire sur le temps long de 1947 à nos jours.

2. L'ensemble des « discours politiques » sur la question migratoire saisie au travers des sites et pages web des autorités publiques, nationales et internationales en charge de ces questions (Ministère de l'Intérieur, OFII, OFPRA, Premier ministre, Présidence de la République ; mais aussi la Commission européenne, le HCR et l'OMI), mais aussi des partis politiques et des équipes de campagne des candidats engagés dans la présidentielle 2017, et des blogs politiques et militants consacrés à la question, dont l'exploration sera réalisée au moyen d'un crawler. L'équipe envisage de solliciter l'outil mis au point au sein du LIA d'Avignon Université².
3. Afin de rendre compte de la nébuleuse de « contre-discours » qui structurent les représentations et engagent la lutte performative sur le plan de l'imaginaire de la fiction, ou encore de la subjectivité, nous proposons d'identifier et d'incorporer un large corpus de productions littéraires (roman, théâtre...).
4. Enfin, le projet a vocation à intégrer des entretiens, témoignages et récits de vie de personnes en situation migratoire et d'acteurs impliqués dans la gestion et l'aide aux migrants.

Du point de vue méthodologique, sur son versant empirique, le projet comporte deux phases. La première consiste dans l'analyse statistique de la dynamique de substitution des termes. Cette phase a pour objectif de répondre aux questions suivantes pour chaque corpus et variable de contrôle :

- y a-t-il équilibre avant et après les phases de substitution ?
- quelle est l'intensité des substitutions observées ?
- à quel rythme s'effectuent les substitutions ?
- la fréquence absolue ou relative des termes concurrents suit-elle une évolution particulière (par exemple une courbe sigmoïde) ?
- y a-t-il des ruptures dans les dynamiques observées ?
- si oui, entre les points de rupture, la dynamique suit-elle une évolution particulière (par exemple de type sigmoïde) ?

La seconde phase consiste en l'élaboration d'un modèle susceptible d'expliquer les dynamiques observées. Cette seconde phase a pour objectif de répondre aux questions suivantes :

- La dynamique observée répond-elle à une logique de « contamination » susceptible d'être représentée par un modèle épidémiologique où les interactions sont peu structurées ?
- La dynamique observée répond-elle à une logique « d'inter-communication » complexe et structurée, susceptible d'être représentée par des systèmes dynamiques changeant d'état d'équilibre ?
- Quel que soit le modèle retenu, ses paramètres estimés sont-ils robustes, ou bien connaissent-ils des ruptures structurelles (dues par exemple à des changements technologiques et sociétaux des outils de communication) ?

5. Dimension interdisciplinaire (champs disciplinaires associés) et cohérence par rapport à la thématique « Culture, Patrimoines, Sociétés Numériques »

Ce projet s'inscrit dans les Axes 3 (« Politique(s), transparence et éthique ») et 5 (« Structuration et exploitation de corpus ») de la FR Agorantic. Constituée de politistes, de linguistes et d'un informaticien, l'équipe de recherche constituée promeut une approche résolument interdisciplinaire en vue de la mise en place d'un cadre analytique et d'outils méthodologiques permettant de mieux appréhender les mutations à l'oeuvre dans les pratiques discursives se rapportant à la thématique im-migratoire. Le projet LEDI questionne fondamentalement cette dernière en tant qu'enjeu politique majeur de la gouvernance contemporaine (nationale comme européenne), au travers de son mode de traitement discursif (notamment la circulation d'items lexicaux et des structures argumentatives). Il mobilise pour ce faire non seulement les procédés méthodologiques de structuration et catégories analytiques d'exploitation du discours classiquement expérimentés par la perspective linguistique (sur des contenus initialement de type strictement littéraire), mais également les possibilités offertes par les outils informatiques pour la

² Confrontés au verrouillage des données, nous avons renoncé au projet initial d'exploration des contenus du média social Twitter sur ces thématiques et sur la période.

construction d'un modèle statistique de circulation / diffusion des énoncés.

6. Partenariats extérieurs envisagés

Compte-tenu de l'exceptionnelle absence de travaux sur l'évolution en France des discours sur l'immigration au moment de la « crise des migrants » (cf. rubrique « Résultats attendus et caractères innovants de la recherche »), les partenariats envisagés seront bien évidemment prioritairement envisagés avec des institutions académiques et chercheurs étrangers ayant initié selon des focales nationales ou des angles comparatifs l'analyse des transformations discursives qui ont accompagné cette crise majeure depuis 1945. Principalement par pays :

Allemagne :

- Birte Fähnrich, Zeppelin University
- Institute of Migration Research and Intercultural Studies (IMIS) / Osnabrück University

Royaume-Uni :

- Steve Kirkwood, Edinburgh University
- Sophie Hinger, Sussex University
- Cardiff School of Journalism, Media and Cultural Studies / Cardiff University

Autriche :

- Olivier Gruber, Vienna University

La mobilisation de ces partenariats visera principalement, au travers d'une journée de recherche, à inscrire et transformer les analyses de ce projet dans une réflexion sur les modalités d'appréhender aussi bien les discours au sujet de l'immigration à l'échelle européenne, que sur l'européanisation des discours sur l'immigration. L'objectif de cette journée d'étude sera notamment de prolonger nos recherches initiales par le dépôt d'un projet de recherche international.

7. Budgets prévisionnels (dont financements complémentaires)

Le budget prévisionnel pour ce projet (dont la problématique n'a pas été financée par la Fr Agorantic dans les années antérieures) s'élève à : **5600 €** (cf. détail ci-dessous).

Financement AGORANTIC : 4800 €

Autres financements sollicités (LBNC & ICTT) : 800 €

POSTE DE DÉPENSES	DESCRIPTIF	MONTANT	FINANCEMENTS SOLLICITES	
			AGORANTIC	LBNC & ICTT
FRAIS DE PERSONNEL	Rémunération de 2 missions de stage de 3 mois [Extraction, numérisation, codage, quantifications, visualisations]	3300 €	3300 €	
FRAIS DE MISSION	Mission : Journée d'étude à Avignon Université avec les partenaires académiques étrangers.	2300 €	1500 €	800 €
TOTAL PROJET		5600 €	4800 €	800 €